

Monsieur Sébastien Lecornu
Premier Ministre
Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75007 Paris

Paris, le 10 décembre 2025

Objet : Prime au mérite

Monsieur le Premier Ministre,

L'État veut reconnaître le mérite. La CFTEC veut reconnaître le travail. Sur le papier, nous pourrions nous entendre. Pourtant, le projet de généralisation de la rémunération au mérite, que vous portez dans un contexte budgétaire d'une rigueur inédite, suscite au sein de nos rangs une inquiétude légitime.

Il est en effet difficile de parler d'attractivité et de récompense individuelle quand, simultanément, le point d'indice est gelé actant une perte sèche de pouvoir d'achat, que la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA) est menacée de disparition et que les effectifs dans les préfectures comme dans les services de soutien sont sous tension extrême.

Pour la CFTEC, la rémunération au mérite ne peut être un substitut à une juste rémunération pour tous. Elle doit être un supplément, et non l'essentiel. Si l'enveloppe reste constante, donner plus à l'un reviendra mathématiquement à prendre à l'autre. Ce jeu à somme nulle est inacceptable car il brisera les collectifs de travail là où nous avons plus que jamais besoin de cohésion.

Nous serons intransigeants sur le respect du Statut. Le mérite ne doit pas devenir le cheval de Troie d'une logique purement commerciale ; l'agent sert l'intérêt général, pas des objectifs de rentabilité personnels.

Dans l'attente d'actes forts qui confirmeront votre attachement au modèle républicain de la Fonction publique, nous vous prions de croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de notre haute considération.

Laurent Guilbot

Président

